

dollars de capitaux ont quitté le Brésil, et pourtant, la dette s'élève aujourd'hui à un niveau record de 113 milliards de dollars. Une bonne partie des intérêts à payer tient à l'augmentation unilatérale des taux d'intérêt internationaux, qui ont atteint des niveaux historiquement anormaux dans les années 80. Comment peut-on laisser durer une situation aussi injuste et aussi malsaine?

Il est vrai que le Canada connaît lui aussi des problèmes d'endettement et de taux d'intérêt élevés. Même si la situation au Canada est beaucoup moins extrême que dans la plupart des pays en développement, nous en constatons les effets négatifs aux niveaux national, régional et individuel. Il est également vrai que des remises de dette sont effectuées au Canada pour des motifs contraignants. Comme l'a indiqué le ministre des Finances, M. Wilson, dans son témoignage :

C'est exactement ce que font les banques et la Société du crédit agricole par l'entremise des commissions d'examen de la dette agricole. Elles apportent les modifications qui s'imposent à la dette individuelle des cultivateurs, selon les circonstances particulières. À titre d'exemple, l'année dernière, nous avons radié 750 millions de dollars du déficit du Fonds de stabilisation des grains de l'Ouest. C'était une créance du gouvernement du Canada. Avec l'élimination de cette dette, le fonds de stabilisation ne sera plus grevé de ce montant<sup>12</sup>.

Trouver des solutions à l'endettement mondial (ce que le Canada peut et doit faire dans le cadre de sa politique étrangère) ne réduit aucunement la gravité des questions entourant la dette intérieure. Au contraire, la chose devrait contribuer à remettre ces questions en perspective et à sensibiliser davantage les Canadiens aux dilemmes qui se posent aux pays moins développés. Si l'endettement a des conséquences pénibles pour nous du Nord, il doit en avoir de bien pires pour la majorité pauvre des pays du Sud.

Outre les multiples facettes du problème de l'endettement international et les mythes qui l'entourent, il faut tenir compte d'un dernier obstacle: on risque de prendre les symptômes pour la maladie et de traiter les effets plutôt que les causes. Le fait d'atténuer aujourd'hui le fardeau de la dette des pays en développement contribuera peut-être — mais cela n'a rien d'assuré — à la solution permanente de la crise plus vaste du développement durable et de la sécurité collective à l'échelle planétaire. Voilà pourquoi il ne faut pas se satisfaire de quelques mesures à court terme et d'interventions ponctuelles. **Il est impérieux d'intervenir immédiatement, mais cette intervention doit s'inscrire dans un programme global de règlement des questions Nord-Sud, programme qui vise à faire disparaître les inacceptables conséquences de la pauvreté de masse au seuil du troisième millénaire.**

---

12. Sous-comité de la dette internationale, *Procès-verbaux et témoignages*, fascicule n° 7, 3 avril 1990, p. 12.